



**Monsieur Fernand Etgen**  
Président de la  
Chambre des Député-e-s  
Luxembourg

Luxembourg, le 23 février 2021

Monsieur le Président,

Par la présente et conformément au Règlement de la Chambre des Député-e-s, nous nous permettons de poser une question parlementaire à **Madame la Ministre de la Santé** et à **Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale** au sujet **de la médecine environnementale**.

En matière de médecine environnementale, l'accord gouvernemental 2018-2023 prévoit que :  
*« l'offre ambulatoire en médecine environnementale sera renforcée au niveau stationnaire par un service national de médecine environnementale de façon à pouvoir assurer un traitement des patients en milieu hospitalier (« clean rooms ») ».*

Dans sa réponse du 20 décembre 2019 à notre question parlementaire n°1516, l'ancien Ministre de la Santé avait annoncé la mise en place de cette structure, sous forme d'un provisoire, sur le site du CHEM Niederkorn.

L'accord gouvernemental prévoit également :

*« La prise en charge des actes médicaux relatifs à la médecine environnementale sera assurée. Dans ce contexte, la gratuité des analyses des polluants chimiques, microbiologiques et électromagnétiques sera assurée sur prescription médicale. »*

*« Une formation de base et une formation continue en matière de médecine environnementale seront instaurées »*

Quant à la Division de la Santé au Travail et de l'Environnement créée en 1980, celle-ci a été renforcée par le Service de Médecine de l'Environnement en 1994 qui agit dorénavant sur trois volets, à savoir la santé et sécurité au travail, l'environnement de travail dans les entreprises et les habitations privées, ainsi que la médecine aéronautique au Luxembourg.

Sachant que selon des études mentionnées par le CHEM en décembre 2019, 20% de la population est potentiellement susceptible d'être touchée par des maladies ou des allergies dues à la pollution, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame et Monsieur les Ministres :

1. **Le service national de médecine environnementale sera-t-il installé dans le bâtiment existant du site CHEM à Niederkorn ou dans une structure indépendante? Le concept de « clean unit », indispensable à toute clinique environnementale, y sera-t-il assuré ?**
2. **À quelle phase de planification le service national de médecine environnementale se trouve-t-il actuellement et à quelle échéance sera-t-il opérationnel ?**
3. **Est-ce que le CHEM a recours à l'assistance d'un ou de plusieurs conseillers ou experts en matière de médecine environnementale et quelles sont les missions qui lui/leur incombent le cas échéant ?**

4. A quelle échéance le Ministère de la Santé prévoit-il d'organiser une formation en médecine environnementale destinée aux médecins pratiquants afin de garantir une collaboration efficace dudit service avec le réseau national des médecins ?
5. Quel est l'état d'avancement des travaux relatifs à la définition des actes médicaux en matière de médecine environnementale et la nomenclature y relative ?
6. Quels seront dans ce contexte les actes médicaux susceptibles d'être pris en charge en matière de médecine environnementale ?
7. La gratuité des analyses, telle que mentionnée dans l'accord gouvernemental, va-t-elle porter tant sur les analyses effectuées dans l'environnement des patients, à savoir à leur travail et leur domicile privé, que sur les analyses médicales servant à identifier les charges toxiques dans le corps humain ? À base de quels critères la gratuité sera-t-elle le cas échéant accordée ?
8. Combien de visites de terrain le Service de la Médecine de l'Environnement a-t-il effectué au cours des cinq dernières années et quelle est l'évolution du nombre des analyses effectuées ?
9. Quelles sont les substances toxiques détectées sur les lieux de travail d'une part et les habitations privées d'autre part ? Quelle est l'évolution de ces nombres ?
10. Quelles sont actuellement les mesures d'encadrement et de suivi apportées aux personnes confrontées à des substances toxiques détectées par le service en question ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.



**Josée Lorsché**  
Députée



**Marc Hansen**  
Député